



*Journ@l Electronique d'Histoire des
Probabilités et de la Statistique*

*Electronic Journ@l for History of
Probability and Statistics*

Vol 6, n°2; Décembre/December 2010

www.jehps.net

La Société de statistique de Paris et les fondations de l'expertise du service central de la statistique publique (1936-1975)

Béatrice TOUCHELAY¹

Résumé

Quelques contributions de personnalités majeures de la Statistique générale de la France (SGF), du Service national des statistiques (SNS) puis de l'INSEE, ou bien de spécialistes de la statistique industrielle, tirées de conférences à la Société de statistique de Paris et publiées dans son Journal (le *JSSP*) témoignent de l'importance de son rôle dans des débats fondateurs de l'INSEE. La plupart de ces interventions et de ces publications remontent en effet à la période de l'Occupation et du début de la Reconstruction, au moment où est engagée la profonde réforme du service public de statistique qui dessine les contours du futur INSEE. Leurs auteurs renvoient une image particulière des bouleversements de l'organisation de la statistique publique française, passant du laboratoire d'étude représenté par la SGF à l'usine de chiffrement édifée par le contrôleur général de l'armée René Carmille et qui force les experts du chiffre et les spécialistes de la mécanographie et de la statistique administrative à cohabiter. Henri Bunle présente la création du SNS qui absorbe la SGF, Michel Huber dénonce le manque de moyens de la SGF dont il était directeur avant 1936, et Alfred Sauvy conteste en bloc l'entreprise de Carmille. Au moment où il faut gérer l'héritage de Vichy et de l'institution créé sous l'Occupation, ces conférences ajoutées à deux chroniques nécrologiques, celle de René Carmille puis d'Eugène Morice directeur de l'école d'application du SNS, éclairent l'histoire de la statistique publique dont la Société de statistique de Paris est un protagoniste privilégié.

¹ Université de Paris 12 UPEC. beatrice.touchelay@free.fr

Le dépouillement du *Journal de la Société de statistique de Paris (JSSP)* est une étape indispensable pour qui veut compléter les maigres archives disponibles sur les origines de l'INSEE². Les traces des liens établis entre la Société et la Statistique générale de la France (SGF³), principal ancêtre de l'INSEE, jusqu'à l'Occupation atténuent le vide provoqué par les lacunes des archives laissées par ces institutions⁴. Précédant le rattachement de la SGF à l'Office du Travail en 1896 et la nomination de Lucien March comme directeur, qui lui donnent une véritable impulsion⁵, la Société créée en 1885 soutient puis encourage activement le développement de la statistique publique française⁶. La collaboration entre la SGF et la Société se manifeste à travers la création de l'Institut supérieur de l'université de Paris par Emile Borel, Fernand Faure et Lucien March, qui vient de céder la direction de la Statistique générale à Michel Huber en 1922. Elle apparaît aussi dans les nombreuses contributions des statisticiens au *JSSP* et dans le choix de plusieurs présidents de la Société à la SGF⁷. La Société puise aussi à la SGF un grand nombre de ses adhérents pendant l'entre-deux-guerres, le poids des fonctionnaires de l'administration et de la statistique dans ses effectifs allant croissant puisqu'ils remplacent progressivement les sociologues quantitativistes⁸. Autre signe de cet attachement, la bibliothèque de Raymond Lévy-Bruhl, élève de l'une des premières

² Sur ces origines voir en particulier : Alain Desrosières, « Naissance et développement d'un nouveau langage statistique entre 1940 et 1960 », *Courrier des statistiques*, n° 108, décembre 2003, p. 41-51 ; « Les spécificités de la statistique publique en France : une mise en perspective historique », *Courrier des statistiques*, n°49, janvier 1989, p. 37-54 ; Béatrice Touchelay, « L'INSEE, histoire d'une institution », dans *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales*, Pierre Beaud et Jean-Guy Prévot (dir.), Québec, Presses de l'université du Québec à Montréal, 2000, p. 153-187 et « L'INSEE des origines à 1961 : évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale », doctorat en histoire sous la direction d'Albert Broder, Université de Paris 12, 1993.

³ Hervé Le Bras, « La Statistique générale de la France », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, tome II : *La Nation.*, volume 2, Paris, Gallimard, 1986, p. 317 à 353 ; Pascal-Gaston Marietti, *La Statistique générale en France.*, Paris, Rufisque, Imprimerie du Gouvernement, 1947. Ces liens se manifestent à travers le nombre d'articles publiés par plusieurs membres éminents de la SGF dans le *JSSP* (voir le complément présenté à la fin de ce texte), en particulier ceux de Lucien March son directeur. Ils apparaissent aussi lorsque l'un des statisticiens Léopold Dugé de Bernonville est élu président de la Société en 1932.

⁴ L'examen des articles concernant le service central de la statistique publique présentés dans le *Journal de la Société de statistique de Paris* entre la fin du XIX^e siècle et les années 1960 a surtout permis de compléter les maigres données disponibles sur la SGF et sur les années de l'Occupation. Le Centre des archives économiques et financières (CAEF) de Savigny-Le-Temple (77) disposant de documents beaucoup plus étoffés sur l'INSEE, donc après 1946. Cet examen ne prétend à aucune exhaustivité. Il a servi pour mon doctorat d'histoire : « L'INSEE des origines à 1961 ... », *op. cit.*

⁵ Michel Armatte, « Lucien March (1859-1933). Une statistique mathématique sans probabilité ? », *Journal électronique d'Histoire des probabilités et de la statistique*, Vol I (2005), p. 1-19.

⁶ Zheng Kang, « La société de statistique de Paris au XIX^e siècle : un lieu de savoir social », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 9 | 1992, mis en ligne le 18 mars 2009. URL : <http://ccrh.revues.org/index2808.html> ; « La Société de statistique de Paris : 1860-1910 », thèse d'état, Centre de mathématiques sociales - EHESS, Paris, 1989.

⁷ Pierre Depoid, « Contribution à l'histoire de la Société de statistique de Paris », *JSSP*, 1961, tome 102, n°2, p. 82-188 ; « Histoire de la société de statistique de Paris », *JSSP*, 1. « Sa création en 1860 », 1987, tome 128, n°4, p. 239-242 ; 2. « De 1860 à 1885 », 1988, tome 129, n°3, p. 193-202 ; 3. « De 1886 à 1910 », 1988, tome 129, n°4, p.277-285 ; 4. « De 1911 à 1935 », second trimestre 1989, tome 130, n° 2, p.103-111.

⁸ Comme le montre Michel Armatte à l'occasion du colloque du cent-cinquantième de la Société le 24 septembre dernier en fournissant des tableaux sur l'origine des adhérents, le poids des statisticiens augmente même fortement entre les deux guerres. Comme le fait remarquer Alain Desrosières à la suite de ma communication, la part des sociologues durkheimiens et quantitativistes, très forte à la Société au début du XX^e siècle diminue nettement à partir de l'Occupation, le signe de cette forte baisse étant l'absence de chronique nécrologique de Maurice Halbwachs dans le *JSSP*.

promotions d'administrateurs statisticiens de l'INSEE en 1946 et qui y fait toute sa carrière, contient la série complète des *JSSP*, et il est fort probable que cet attachement ne soit pas une exception⁹. Présentant les principaux débats théoriques, quelques articles historiques et comparatistes sur les institutions de statistiques et les principaux congrès de spécialistes, le *JSSP* accompagne naturellement la carrière de l'expert de la SGF, puis celle de l'administrateur du Service national des statistiques (SNS) et de l'INSEE. Les conférences organisées par la Société de statistique de Paris offrent un lieu de rencontres, d'échanges et d'informations à ces spécialistes. Ces conférences sont publiées dans le *JSSP*. Sans qu'il soit possible de savoir si leur retranscription est exhaustive, la publication de certaines des discussions qu'elles ont suscitées est fort instructive. La plupart du temps, la publication des textes suit d'assez près la conférence, ce qui laisse supposer que les textes sont déjà rédigés, et peut être même lus, et présentés pour être publiés sans modification. Quoi qu'il en soit, ces conférences représentent une tribune pour les statisticiens, même si aucune information ne précise le nombre d'auditeurs, la portée de ces interventions, le tirage du *JSSP*, ni le poids relatif des articles et communications concernant la statistique publique par rapport à l'ensemble des textes¹⁰. Par ces textes, le *JSSP* éclaire quelques zones d'ombre de l'histoire de la statistique publique contemporaine. Les plus nombreux concernent la période des changements rapides de l'institution de statistique, qui court de la fin de l'entre deux guerres à la Reconstruction et qui est celle pour laquelle l'absence de sources est la plus criante. En effet, malgré la censure allemande et la pénurie de papier, le *JSSP* est publié pendant toute l'Occupation et les conférences sont vraisemblablement organisées sans interruption, sauf pendant la *drôle de guerre*¹¹. La dizaine de chroniques, d'articles et de conférences concernant la statistique publique de cette période retenue peut être classée en trois catégories. La première regroupe les textes dressant le bilan de la SGF à la veille de la seconde Guerre Mondiale, puis juste avant son absorption par le SNS en octobre 1941 et présentant les réformes introduites. La seconde catégorie de textes vise à créer ou à renforcer l'unité des statisticiens à la Libération et au moment de la création de l'INSEE et la troisième, plus tardive puisqu'elle remonte jusqu'aux années 1970, témoigne de la persistance des polémiques et des débats soulevés par ces changements.

La présentation de ces textes permet de plonger l'institution publique de statistique dans une réalité politique que ses propres sources n'évoquent que rarement pas et de souligner les débats qui la traversent. Leurs auteurs sont tous ou ont été, des membres actifs de l'institution, à l'exception de Victor de Marcé, conseiller maître à la Cour des comptes¹²) et de Louis Dufau-Péres et François Chapel, chargés de la statistique industrielle à l'Office central de répartition des produits industriels (OCRPI) qui présentent l'organisation de la statistique

⁹ Alain Desrosières, Béatrice Touchelay, « Raymond Lévy-Bruhl (1922-2008) : un statisticien innovateur et un serviteur de l'État », *Courrier des Statistiques*, mai octobre 2008, n°124, p. 49-52.

¹⁰ Le 24 septembre 2010, Michel Armatte déplore l'absence d'inventaire des articles du *JSSP* sur l'ensemble de la période et celle des archives de la Société.

¹¹ Notons que cette continuité suppose à la fois l'aval des Allemands, sans doute plus intéressés qu'indifférents à ces changements, et celui des autorités de Vichy et de la répartition qui décident des attributions de papier. Le *Bulletin rouge brique* rédigé par Alfred Sauvy et l'institut de conjoncture comme plusieurs publications de la SGF et du SNS bénéficient de la même tolérance. Remarquons aussi que rien n'atteste de la présence de représentant des autorités d'occupation aux conférences de la Société de statistique de Paris.

¹² Victor de Marcé, « Présentation du système statistique », *JSSP*, janvier 1941, n° 1, p. 43 ; « Allocution d'ouverture », séance de la Société de statistique de Paris du 21 janvier 1942, *JSSP*, février-mars 1942, n°2 - 3. L'auteur est conseiller à la Cour des comptes jusqu'en 1936, professeur de comptabilité publique à l'école libre des sciences politiques depuis 1894, et président de la Société de statistique de Paris en 1941. Favorable au premier Vichy, il participe à la commission du plan comptable instituée par décret le 22 avril 1941.

industrielle sous Vichy¹³. Certains commencent leur carrière à l'INSEE (Edmond Malinvaud¹⁴), d'autres l'ont entamée à la SGF et la continuent à l'INSEE (Gabriel Chevry¹⁵ ou Raymond Rivet, entrés à la SGF en 1929¹⁶), d'autres enfin l'ont terminé avant l'Occupation (Michel Huber, directeur de la SGF entre 1920 et 1936, puis retraité¹⁷) ou l'achèvent au moment de la création de l'INSEE (Henri Bunle, né en 1884 et entré à la SGF en 1907¹⁸ et Gaston Marie, né en 1884, général de brigade, qui n'a connu que le SNS¹⁹). Ce mélange de générations et d'expériences explique les différences entre les contributions. Henri Bunle et Michel Huber par exemple, qui ont dirigé le service sont particulièrement prolixes et assidus aux conférences. Ils ont un bilan à défendre. Alfred Sauvy, né en 1898 et entré à la SGF en 1922, directeur de l'institut de conjoncture qu'il a créé en 1939 et détaché du SNS à sa demande dès la libération, puis qui devient directeur de l'Institut national des études démographique (INED²⁰) à sa création en 1946, détient le record du nombre d'articles, trois communications, qui sont des plaidoyers en faveur de l'organisation d'une alternative au SNS puis à l'INSEE²¹. Chacun des textes poursuivant des objectifs différents, leur ensemble permet de retracer une histoire parfois pétillante des services en présentant sans pudeur les principaux débats et les césures majeures conduisant à la définition de l'éthique et de la vocation de ce qui deviendra l'INSEE. La plupart de leurs auteurs sont reconnus par le milieu des statisticiens. La publication de ces textes par le *JSSP* diffuse hors de l'institution de statistique les principales questions soulevées aux origines de l'INSEE. Ni le *Bulletin intérieur de l'INSEE*, créé par Francis Louis Closon²², son premier directeur général pour renforcer l'unité interne, ni le *Bulletin de l'Association des ingénieurs statisticiens* qui remplit la même fonction à l'initiative des premières promotions de l'école d'application, ne remplissent cette fonction.

¹³ François Chapel, Louis Dufau-Pérès, « Les statistiques industrielles dans le cadre de la nouvelle organisation économique », *JSSP*, n°1 et 2, janvier-février 1943, p. 11-23. François Chapel représentera le ministère de l'Industrie dans les commissions d'harmonisation des nomenclatures d'activités industrielles et commerciales après la guerre.

¹⁴ Edmond Malinvaud, « Eugène Morice et l'ENSAE », Discours prononcé devant la Société de statistique de Paris le 15 février 1984 après le décès de Morice, *JSSP*, quatrième trimestre 1984, n° 4, p. 232-237. Voir complément biographique en fin d'article.

¹⁵ Gabriel Chevry, « Un nouvel instrument de travail statistique : le fichier des établissements industriels et commerciaux », *JSSP*, juillet - août 1948, n°7-8, p. 245-262. Voir notice biographique en fin d'article.

¹⁶ Raymond Rivet, « Les progrès de la statistique en France depuis 20 ans », communication à la Société de statistique de Paris, 18 mai 1949, *JSSP*, 1949, n°11-12, p. 410-429.

¹⁷ Michel Huber, « Quarante années de la Statistique Générale de la France : 1896-1936 », *JSSP*, mai 1937, n°4, p. 179-214 ; « Principales lacunes et insuffisances des statistiques françaises », *JSSP*, septembre-octobre 1944, n°9-10, p. 219-231

¹⁸ Henri Bunle, « Le nouveau Service National des Statistiques en France », *JSSP*, février-mars 1942, n° 2-3, p. 77-78.

¹⁹ Gaston Marie, « Nécrologie de René Carmille », *JSSP*, juillet - août 1945, n°7-8, p. 145-148. Citation du discours de René Carmille aux polytechniciens de la promotion de 1941 à l'ouverture de la première année de cours de l'école d'application en octobre 1942, p. 148. Henri Bunle et Gaston Marie sont mis à la retraite dès la libération avec d'autres inspecteurs généraux du SNS dont le départ a été repoussé par la création du SNS.

²⁰ Alain Drouard, *Une inconnue des sciences sociales. La Fondation Alexis Carrel. 1941-1945*, Paris, INED-Maison des sciences de l'homme, 1992 ; Paul-André Rosental, *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob, 2003.

²¹ Alfred Sauvy, « Les statistiques industrielles », conférence du 18 décembre 1940 à la Société de statistique de Paris sur les statistiques industrielles, *JSSP*, juin 1941, n°6, p. 131-145 ; « Progrès technique dans l'établissement des statistiques », *JSSP*, septembre-octobre 1946, n°9-10, p. 196-203 ; « Statistique Générale et Service National de Statistique de 1919 à 1944 », *JSSP*, 1^{er} trimestre 1975, n°2, extrait d'une communication à la Société de statistique de Paris le 19 septembre 1974, p. 34-43.

²² Voir complément biographique en fin d'article.

En publiant ces conférences, le *JSSP* informe, ou alerte même si l'on retient les diatribes de Sauvy, un cercle plus large de scientifiques et de fonctionnaires adhérents de la Société sur les principaux changements ayant affecté le service central de statistique et sur les fondateurs pour les chroniques nécrologiques. Il évoque des débats essentiels pour l'avenir du service qui vont être présentés de façon chronologique: celui qui porte sur le manque de moyen de la statistique publique et sur ses finalités avant l'Occupation tout d'abord, qui est illustré par les deux textes et conférences de Michel Huber publiés en 1937 et en 1944. Le premier article suit de près sa mise à la retraite comme directeur de la SGF et la nomination d'André Fourgeaud pour le remplacer en 1936. Dans cet article, Huber règle des comptes autant qu'il propose un bilan. Il règle ses comptes avec Fourgeaud, qui n'est pas statisticien et qui n'est pas apprécié par les experts de la SGF, mais qui leur est imposé par Auriol et Spinasse, ministres des Finances et de l'Economie du Front populaire. Ayant vainement bataillé pour obtenir des crédits et une reconnaissance morale de la SGF, Huber assiste à la fois au renforcement de ses moyens qu'il encourage, et à la confirmation de l'emprise du politique sur le laboratoire d'études qu'il a toujours combattu. Il entend alors justifier ses actions comme directeur et plaider la cause de la SGF et reprend cette croisade en 1944 dans un tout autre contexte²³. La conférence d'Alfred Sauvy sur la statistique industrielle prononcée au début de l'Occupation témoigne ensuite de la capacité d'adaptation de la SGF qui en quelques mois et malgré le réarmement, le déclenchement de la guerre et la défaite organise et à exploite la première enquête industrielle de qualité du XX^e siècle. En présentant cette enquête, Sauvy veut montrer la solidité et l'efficacité d'une institution subissant une double menace : celle du nouveau service de la démographie organisé par René Carmille, contrôleur de l'Armée et instigateur d'une méthode de comptabilité et de contrôle des services de l'artillerie basée sur l'emploi de la mécanographie depuis les années 1920²⁴, d'une part, et celle d'un puissant service de statistiques industrielles implanté dans les nouveaux organes chargés de la répartition du Ministère de la production industrielle (MPI) d'autre part. La présentation de la création du puissant SNS regroupant le service de la démographie et la SGF par Victor de Marcé, personnalité extérieure au monde des statisticiens et à ses institutions, justifie ensuite le changement d'échelle. Le nouveau service de statistique industrielle détaillé par ses dirigeants complète le tableau des traumatismes subis par la SGF entre juillet 1940 et 1943. A la Libération puis après la création de l'INSEE, les communications sont plus consensuelles, à l'exception de celles de Sauvy dont la dernière pique remonte à 1975 suscitant une réponse d'Henri Bunle à l'occasion de son centenaire. Les tensions suscitées par l'œuvre de Carmille ne disparaîtront qu'avec leurs protagonistes.

A la fin de 1944, Michel Huber retrace quarante ans de SGF en soulignant les apports du changement d'échelle, avant que deux de ses collaborateurs de la SGF resté à l'INSEE, Gabriel Chevry et Raymond Rivet confirment les améliorations. Les chroniques nécrologiques, l'une concernant René Carmille, arrêté par la Gestapo avec son chef de cabinet

²³ Michel Huber, « Quarante années de la Statistique Générale de la France : 1896-1936 », *JSSP*, 1937, p. 179-214 ; « Principales lacunes et insuffisances des statistiques françaises », *JSSP*, n°3-4, 1944.

²⁴ Les liens de René Carmille (1886-1945) avec le monde des statisticiens sont ténus avant la guerre, mais je n'ai pas trouvé s'il était membre de la Société, ce qui est très probable.

Voir : Archives communiquées au CAEF par Raymond Lévy-Bruhl, Note sur le Service de la démographie, n°376/Cab., 1^{er} mars 1941, ministère des Finances, secrétariat d'Etat pour les questions économiques, 38 pages. Ce document n'est pas signé mais il a vraisemblablement été rédigé par René Carmille. Il indique que « pendant dix ans » ce dernier a été amené, « comme membre du conseil supérieur de la Statistique générale de la France ou comme délégué du département de la Guerre, à collaborer à de nombreux travaux qui avaient pour objet de définir les professions », p. 19 ; Béatrice TOUCHELAY, « L'INSEE histoire d'une institution », dans *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales*, Jean-Pierre BEAUD et Jean-Guy PREVOST (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 153-187. René Carmille est le fondateur et le directeur du service de la Démographie en 1940 puis du Service National de la Statistique (SNS) en 1941.

Raymond Jaouen²⁵ à la direction générale du SNS à Lyon le 2 février 1944 et mort à Dachau le 25 janvier 1945²⁶, signée par un de ses proches collaborateurs Gaston Marie²⁷, inspecteur général du SNS, et l'autre du premier directeur de l'école d'application, Eugène Morice²⁸, par Edmond Malinvaud, administrateur de l'INSEE, cherchent à renforcer l'unité du monde des statisticiens autour de figures emblématiques.

Les conférences et ces articles de l'après guerre visent à renforcer une communauté d'experts du chiffre qui paraît menacée à plusieurs titres. La menace tient à de la présence massive de non statisticiens recrutés par Carmille au SNS, des militaires démobilisés aux finalités distinctes des savants de la SGF et avec lesquels il faut bien composer. Notons que l'auteur de la chronique nécrologique de Carmille est un de ces militaires, fortement impliqué dans l'élaboration des fichiers nominatifs pendant l'Occupation, et non pas Henri Bunle qui assure pourtant son intérim dès son arrestation en février 1944²⁹. La présence de ces militaires et de leurs fichiers concurrence la vocation scientifique de l'institution en y imposant les techniciens et la statistique administrative. C'est François Divisia, personnalité extérieure à l'institution mais bien connue des statisticiens, qui défend ardemment les nouvelles orientations impulsées par Carmille lorsqu'Alfred Sauvy les critique dans une conférence à la Société de statistique publiée en janvier 1946 (voir *infra*). Plusieurs conférences continuent de dénoncer les menaces pesant sur la vocation scientifique des experts du chiffre et de leur institution après la création de l'INSEE : la direction générale de l'INSEE est confiée à un non statisticien, Francis Louis Closon, et la confirmation de sa double fonction d'expertise et de service technique entérine le changement de l'Occupation³⁰. Viennent ensuite la forte concurrence de l'INED sur le plan des études démographiques et sur le plan méthodologique avec les débats sur les sondages, et les tensions avec le service de statistique du ministère de l'Industrie qui poussent à chercher l'unité et la légitimité auprès de la Société de statistiques. La Société répond alors au besoin de confirmer l'intensité du réseau formé par les experts statisticiens qui y défendent leurs conceptions et cherchent à les faire reconnaître par leur « communauté ». La Société de statistique apparaît comme un lieu où se discutent assez ouvertement certaines questions essentielles pour l'organisation de la statistique publique et de l'expertise : celle de ses finalités propres (laboratoire d'études et de recherches, simple observatoire, institut scientifique doté d'une certaine autonomie à l'égard de l'Etat donneur d'ordre ou bien usine à chiffrement alliant technique et recherches scientifique ?), de sa

²⁵ Raymond Jaouen, né en 1908 à Collinée, Côte-d'Or, est lieutenant d'artillerie d'active, il est recruté par Carmille comme administrateur dès la création du SNS.

²⁶ CAEF, H 1572, n° 397/C, juin 1944. Après son arrestation, Jaouen est interné à Lyon puis à Compiègne avant d'être envoyé à Dachau comme prisonnier politique. Le SNS perd définitivement sa trace après le 2 juin 1944.

²⁷ Gaston Marie, « Nécrologie de René Carmille », *art. cit.*

²⁸ Edmond Malinvaud, « Eugène Morice et l'ENSAE », Discours prononcé devant la Société de statistique de Paris le 15 février 1984 après le décès d'Eugène Morice, *JSSP*, quatrième trimestre 1984, n° 4, p. 232 à 237. Eugène Morice est professeur de mathématiques dans le secondaire pendant l'entre-deux-guerres. Il contribue à la fondation de l'école d'application du SNS qu'il dirige de 1942 à son départ à la retraite en 1961.

²⁹ Sur la statistique publique pendant l'Occupation voir par ordre chronologique : Xavier Jacquey, « De la statistique au camouflage. Une administration résistante », Versailles, chez l'auteur, 2001, 64 pages ; Robert Carmille, « Les services statistiques français pendant l'Occupation (étude) », chez l'auteur, Sèvres, 2000, 64 pages et annexes ; Jean-Pierre Azéma, Raymond Lévy-Bruhl, Béatrice Touchelay, « Mission d'analyse historique sur le système statistique français de 1940 à 1945 », direction générale de l'INSEE, Vanves, 1998.

³⁰ Le versement de certaines archives conservées à l'INSEE par Raymond Lévy-Bruhl, puis celui des dossiers conservés par la famille de Pierre Jacquey au CAEF offre des possibilités d'éclairer de façon inédite cette période pour laquelle les fonds disponibles restent partiels. Pierre Jacquey est un officier de cavalerie recruté par René Carmille dont il est proche collaborateur, administrateur de première classe nommé directeur des enquêtes démographiques au SNS, il prolonge sa carrière à l'INSEE où il affecté à l'institut de conjoncture en 1946, puis devenu inspecteur général l'année suivante, il dirige les enquêtes jusqu'en 1950 avant d'être attaché à l'inspection générale jusqu'à son départ en retraite en 1962.

position dans l'appareil d'Etat (question de l'usage des statistiques administratives et des fichiers), du statut de ses spécialistes (techniciens, experts ou savants ?), de son organisation (des antennes régionales ? un partage des tâches avec une autre direction pour la statistique industrielle ?), des machines à statistiques, etc. Formée de savants, consacrée aux débats techniques et aux questions scientifiques, la Société devient ainsi un forum communautaire dans lequel s'affichent et se discutent les principaux problèmes des experts confrontés à des changements rapides qu'ils ne maîtrisent plus. Ce rôle paraît d'autant plus essentiel qu'il n'existe aucun autre foyer ouvert à la discussion, le Conseil supérieur de la statistique d'avant la guerre étant un organisme officiel liant les acteurs, on y trouve par exemple René Carmille et Michel Huber en 1938, mais dans lequel les discussions ne sont pas libres. En créant une histoire commune, les chroniques nécrologiques du *JSSP* comme les différents articles signés par des membres ou anciens de l'institution jouent donc un rôle important dans la fondation du nouveau métier de statisticien affublé d'une double casquette d'experts et de techniciens de l'INSEE. Elle offre un lieu où peuvent s'exprimer ouvertement des idées mises en débat interne au cénacle des savants des fonctionnaires et des statisticiens, un 'entre soi' qui permet le débat avant que les questions soient posées sur la scène publique. Le contexte des conférences et des articles montre donc qu'ils représentent des étapes charnières pour le service central de la statistique publique et au delà pour l'affirmation d'une nouvelle expertise au service de l'État dans la France contemporaine.

La présentation de ces principales conférences et chroniques resituées dans leur contexte, quelques hypothèses sur leurs objectifs et sur leurs effets précisent l'image du service public de statistiques telle que la renvoie la Société et contribue à dessiner son éthique. Ces textes correspondent aux temps forts de l'histoire de l'appareil public de statistiques dont le pivot est l'Occupation³¹. Ils présentent les changements introduits et pour la plupart ils les justifient.

La SGF de 1939 est une honorable institution créée par le Premier Empire, tombée en désuétude sous la Restauration puis à nouveau dynamisée par Adolphe Thiers, ministre du Commerce, qui, admirateur des connaissances quantifiées britanniques, la charge d'établir un inventaire général des richesses du royaume en 1833. Le projet de Thiers échoue faute de moyens, mais la SGF survit et élargit progressivement ses compétences du domaine démographique à celui de l'étude des conditions du travail puis aux questions économiques³². Appelé à sa direction par Arthur Fontaine en 1891, Lucien March lui donne une impulsion décisive en l'équipant de machines pour le recensement de 1891, puis en les adaptant aux besoins à mesure des recensements démographiques quinquennaux, aboutissant au classificateur imprimeur qui reste en activité jusqu'à 1941³³. Elle reçoit un budget permanent à partir de 1896 et rattaché au ministère du Travail dès sa création en 1906 s'étoffe lentement³⁴. A la veille de la guerre en 1939, le SGF compte 140 permanents et une seule antenne régionale implantée à Strasbourg et héritée de l'office statistique du Reich après le rattachement de l'Alsace à la France en 1919. Les statisticiens comme plusieurs personnalités prèchent vainement pour qu'elle obtienne plus de moyens, dont la conférence de Michel

³¹ Alain Desrosières, Jacques Mairesse, Michel Volle, « Les temps forts de l'histoire de la statistique française », *Économie et Statistique*, n° 83, novembre 1976, p. 19-28.

³² Béatrice Touchelay, « Cinquante ans d'indices des prix de détail en France, des 13 aux 250 articles : un apprentissage scientifique et politique », Martinez Isabelle et Pochet Catherine (dir.), *Histoire, gestion, organisation* n° 12 *Mesures(s)*, Presse de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2004, p. 253-274.

³³ Catherine Blum, Alain Desrosières et alii, *50 ans d'INSEE ou la conquête du chiffre*, Paris, INSEE, Imprimerie Nationale, 1996 ; Joëlle Affichard (éd.), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, INSEE Economica, Tome 1. Contributions, Tome 2. Matériaux, seconde édition, 1987.

³⁴ Béatrice Touchelay, « L'émergence des statistiques du travail entre 1891 et 1967 ou la construction d'une réalité économique, politique et sociale », *Cahiers du CHATEPF*, septembre 2008

Huber devant la société de statistique de 1937 souligne les insuffisances, mais elle reste mal lotie. L'enquête industrielle de 1931 échoue faute de réponses et son rattachement à la présidence du Conseil en 1934 n'y suffit pas. A partir de 1938 cependant, des changements notables apparaissent à la faveur du réarmement. Attaché au cabinet de Charles Spinasse dans le second gouvernement Blum en mars 1938 puis de Paul Reynaud, Alfred Sauvy multiplie les démarches auprès des responsables politiques afin de rendre la statistique obligatoire. Le 17 juin 1938, il rédige un premier décret obligeant à répondre aux questionnaires de l'administration. Ce décret ne prévoyant aucune sanction en cas de non réponse, il constitue une arme nouvelle dépourvue de munition. Il est complété par un second décret signé le 12 novembre 1938 instaurant de faibles sanctions en cas de non réponse et créant un Institut de conjoncture doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière et confié à Sauvy. Quelques jours plus tard, la loi de finances pour l'année 1939 augmente les crédits de la Statistique générale. Une vaste enquête industrielle est alors organisée³⁵. A la veille du conflit, 88 syndicats de producteurs ont ainsi été sollicités et 55 ont déjà commencé à fournir des informations. Les améliorations de l'avant guerre sont interrompues par le conflit et reviennent à l'ordre du jour dès la signature de l'armistice.

La formation du régime de Vichy et la nécessité de gérer la pénurie comme la volonté d'encadrement économique et social du nouveau régime obligent à disposer d'informations statistiques de qualité. Dès août 1940, René Carmille propose de palier la suppression des services du recrutement par la convention d'armistice en créant un service de démographie. Il reçoit des moyens conséquents et ne tarde pas à concurrencer directement la SGF. Dans sa conférence à la Société de statistique de Paris du 18 décembre 1940, Sauvy montre alors toute son efficacité en matière de statistiques industrielles. Le dépouillement de l'enquête effectuée auprès des syndicats professionnels qui est en cours représente effectivement une avancée sans précédent depuis les premiers travaux de Jean Dessirier pour mettre sur pied un indice de la production industrielle dans les années 1920, mais qui se heurtaient à une telle pénurie de document³⁶. Sauvy indique que les deux tiers des résultats de l'enquête industrielle sont rédigés et que le reste doit être envoyé à l'imprimerie nationale courant janvier. Les résultats définitifs sont effectivement publiés par la SGF à la fin de 1941 sous le titre: « Statistiques industrielles obligatoires »³⁷. La comparaison entre la rapidité avec laquelle les investigations partielles commencées en 1939 sont traitées et la lenteur du traitement et de la diffusion des premiers résultats de l'enquête industrielle de 1931 fait ressortir l'inefficacité des travaux de l'avant-guerre. Sauvy dénonce la mise à l'écart relative de la Statistique générale alors qu'elle témoigne d'une grande capacité d'adaptation. Elle parvient à tirer avantage des déblocages législatifs dans des circonstances particulièrement difficiles. Grâce à cette enquête, les sources dont dispose l'institution constituent une matière première essentielle pour la nouvelle organisation de l'économie nationale. Pourtant, le gouvernement de Vichy ne cherche pas à utiliser la capacité d'adaptation des cadres du service. Ceux-ci interrompent leurs travaux sur l'activité industrielle dès que la loi du 16 août 1940 installe les comités d'organisation (CO). Selon Sauvy, cette décision est quelque peu illogique puisque « les services de la Statistique générale étaient mieux placés et mieux installés pour poursuivre ce travail ». Elle la conduit

³⁵ Michel Volle, « Naissance de la statistique industrielle », dans Joëlle Affichard (éd.), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, INSEE Economica, Tome 1. Contributions, seconde édition, 1987, p. 327-366 ; *Histoire de la statistique industrielle*, Paris, Economica, 1982.

³⁶ Alfred Sauvy, « Les statistiques industrielles », conférence du 18 décembre 1940 à la Société de statistique de Paris sur les statistiques industrielles, *JSSP*, juin 1941, n° 6, p. 131-145, p. 131. Jean Dessirier est déçu de ne pas pouvoir améliorer son indicateur. Il quitte la Statistique générale en 1929.

³⁷ Béatrice Touchelay, « Les Comités d'Organisation, des freins au développement de la statistique industrielle française ? », dans *Les CO et l'économie dirigée du Régime de Vichy*, Joly Hervé (dir.), Caen, Centre de Recherche d'histoire quantitative, 2004, p. 295-310.

néanmoins à renoncer à l'application des décrets lui donnant pouvoir d'investigation³⁸. Lorsque l'organisation des services de statistique en voie de création au ministère de la Production Industrielle se précise, ce retrait s'impose pour éviter tout double emploi. La SGF va aussi s'effacer devant le SNS. La Société de statistique de Paris accompagne ce changement.

La concurrence entre le service de la démographie et la SGF sur le plan démographique apparaît claire lorsque ce service organise un recensement des activités professionnelles en zone sud au printemps de 1941. Elle conduit à la création du SNS en octobre 1941 qui réunit la démographie et la SGF dans une vaste usine à statistiques composées de militaires et de techniciens de la mécanographie implantés dans des directions régionales³⁹. Le SNS hérite des équipements mécanographiques mis au point par Carmille et permettant d'exploiter les statistiques administratives et d'établir des fichiers des personnes et des biens (idée de recensement permanent) et de prolonger l'œuvre de la démographie consistant à reconstituer des fichiers militaires clandestins⁴⁰. Le SNS se dote d'une école d'application dirigée par Eugène Morice⁴¹, il crée un service des sondages où Jean Stoetzel, introducteur de la méthode de Gallup en France avant la guerre est détaché à mi temps (partage avec la Fondation Carrel). Comparé à la SGF, la vocation du SNS est élargie à la statistique administrative et aux fichiers. Il est dirigé par René Carmille qui s'entoure de militaires.

A la séance d'ouverture de la Société de statistique de Paris de janvier 1941 puis en janvier 1942, Victor de Marcé présente ce changement d'échelle en insistant sur l'importance des crédits attribués au SNS comparés à ceux du SNS et en détaillant par poste⁴². Il précise aussi le changement de nature du service en indiquant la répartition des crédits par postes : traitements (58,5 %) et matériel (38,48 %) en constituant les plus gros, le reste étant composé des indemnités et frais de déplacement. Le SNS sera donc une industrie du tertiaire, comme la SGF, mais avec des équipements coûteux. De Marcé ne commente pas davantage l'évolution. Il reste à convaincre les statisticiens de son utilité et du bien fondé de l'intégration de la SGF. C'est Henri Bunle, promu inspecteur général du SNS dès sa création, qui s'en charge, usant de sa notoriété de statisticien en janvier 1942⁴³. Bunle reprend presque mot pour mot un rapport adressé aux autorités allemandes sur la création du service où il admet que « la création d'un Service national puissamment outillé en personnel et en matériel avec des attributions très étendues » répond à « la nécessité du développement de l'information statistique et de la coordination des services »⁴⁴. S'adressant à ses collaborateurs, il cherche à montrer que la SGF ne disparaît pas : elle est juste transformée en « division de la Statistique

³⁸ Alfred Sauvy, « Les statistiques industrielles », *art. cit.*, p. 138.

³⁹ Fabrice Bardet, « La statistique au miroir de la région. Éléments pour une sociologie historique des institutions régionales du chiffre en France depuis 1940 », doctorat de sciences politiques dirigé par Michel Offerlé, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, 2000.

⁴⁰ René Carmille, *Vues d'économie objective*, Paris, Sirey, 1935, 281 pages ; « La mécanographie au service de l'évolution économique », *Revue d'économie politique*, 52^e année, 1938, p. 1121-1139 ; *La mécanographie dans les administrations*, Paris, Sirey, 1942, 154 pages.

⁴¹ Alain Desrosières, « D'une école de statistique et d'économie à l'ENSAE et l'ENSAI : 1942-1996 », *Courrier des statistiques*, n° 75-76, décembre 1995, p. 47-53.

⁴² Victor de Marcé, « Présentation du système statistique », *JSSP*, janvier 1941, n°1, p. 43. L'auteur est conseiller à la Cour des comptes jusqu'en 1936, professeur de comptabilité publique à l'école libre des sciences politiques depuis 1894 ; « Allocution d'ouverture », séance de la Société de statistique de Paris du 21 janvier 1942, *JSSP*, février-mars 1942, n° 2-3.

⁴³ Henri Bunle, « Le nouveau Service National des Statistiques en France », *JSSP*, février-mars 1942, n° 2-3, p. 77-78, p. 77 ; « Le Service national des statistiques en France », Rapport sur l'organisation de la statistique française au Major Werner, 30 janvier 1942, 34 pages, p. 3.

⁴⁴ *Ibid.* Rapport sur..., *op. cit.*, p. 3.

générale », dirigée par Bunle, et collabore avec l'institut de conjoncture de Sauvy, devenue « division des statistiques économiques et sociales », pour former l'une des trois directions du SNS. Elle conserve ses locaux et son personnel (quinze administrateurs et huit attachés en 1945) comme ses objectifs (foyer d'études et de recherches). Bunle insiste sur les permanences. Il précise que la division de la Statistique générale est « l'organe d'études et de recherches scientifiques chargé de préparer les plans des travaux, enquêtes et dénombremments, de suivre leur exécution, d'en analyser les résultats, d'en assurer la publication »⁴⁵. Elle se chargera de l'implantation des organes annexes dans chaque secrétariat d'Etat « selon un système très souple » en fonction des secrétariats et de « la nature des statistiques établies ». Sa fonction statistique et scientifique est effectivement mise au premier plan par les textes fondateurs du SNS. En attendant les premiers recrutements de titulaires qui se font sur titre en 1942, ses experts statisticiens sont les seuls fonctionnaires civils du Service. Les spécialistes de la Statistique Générale participent à la formation du personnel, à la préparation du programme d'enseignement et à la prise en charge de cours à l'école d'application. L'autonomie qu'ils arrivent à préserver est symbolisée par le maintien de la journée anglaise, qui n'est pas la règle dans les autres directions. Bunle précise que la création d'un service unique va procurer des avantages matériels non négligeables, comblant l'insuffisance traditionnelle de ses moyens⁴⁶. Sa communication vise à informer des changements, mais aussi à rassurer les défenseurs de l'ancienne SGF en laissant penser que rien n'est changé. Pourtant, si l'ancienne SGF intégrée au SNS conserve son sigle elle perd bien son indépendance. Bunle le réalise sans doute puisqu'il ne précise pas le détail du partage des tâches entre la Statistique générale et l'ancienne division des enquêtes démographiques héritée du service de la démographie devenue seconde direction du SNS qui est chargée des recensements et des enquêtes démographiques ainsi que de la liquidation de la guerre. La concurrence qui motive la fusion est d'autant moins évitée que les tâches de statistique industrielle échappent à la SGF et pour partie au SNS.

L'organisation du travail statistique et en particulier celui de la statistique industrielle est présenté par ses nouveaux responsables à la fin de 1942. Il s'agit alors de justifier l'intervention d'un service qui n'est pas le SNS alors que sa troisième direction est spécialisée dans les statistiques industrielles. Les auteurs ne sont pas statisticiens, François Chapel, chef du bureau de la coordination, et Louis Dufau-Pérès, directeur de l'OCRPI, ont fait des carrières ministérielles et se retrouvent chargés de la coordination des travaux de répartition industrielle ce qui est une vaste entreprise. Ils indiquent que la qualité des résultats obtenus justifie à elle seule l'organisation retenue⁴⁷. Dans sa conférence, Dufau-Pérès est le premier à rendre hommage à la Statistique générale en reconnaissant que « c'est uniquement à ses efforts que nous devons aujourd'hui de disposer d'éléments statistiques antérieurs à la guerre, éléments qui constituent à l'heure actuelle les seuls termes de comparaison pour les rapprochements avec l'avant-guerre », mais il défend la spécialisation⁴⁸. Il indique pourtant à la Société de statistique de Paris que le travail effectué par son équipe a été poursuivi en liaison constante avec la Statistique générale et l'Institut de conjoncture, puis avec le SNS, précisant qu'un « courant continu d'informations » s'est établi entre ses services et l'Institut de conjoncture, la direction de l'Economie générale et le SNS⁴⁹. Cette affirmation ne

⁴⁵ *Id.*, « Le nouveau Service ... », *art. cit.*, p. 77.

⁴⁶ *Id.*, p. 77.

⁴⁷ François Chapel, Louis Dufau-Pérès, « Les statistiques industrielles dans le cadre de la nouvelle organisation économique », *JSSP*, n° 1 et 2, janvier-février 1943, p. 11-23. François Chapel représentera le ministère de l'Industrie dans les commissions d'harmonisation des nomenclatures d'activités industrielles et commerciales après la guerre.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 12.

⁴⁹ *Id.*, p. 14.

provoque aucune réaction d'Alfred Sauvy, qui assiste à l'allocution, du moins aucune réaction publiée. Les auteurs ne sont ni interrompus, ni questionnés. Ils insistent sur la validité des réponses fournies par les entreprises : « les pourcentages de réponses atteignent 90 à 100 % en zone occupée, sur un total de 40 000 établissements environ représentant un effectif de 1 500 000 ouvriers et employés ». Selon eux, les contrôles effectués ne permettent de relever « qu'un très petit nombre d'erreurs qui paraissent provenir d'une mauvaise interprétation du questionnaire dans la presque totalité des cas »⁵⁰. Les erreurs s'expliquent en grande partie par la rapidité avec laquelle les enquêtes sont effectuées et dépouillées et par les difficultés de l'organisation d'un contrôle efficace. Toutefois, même si « les fournisseurs de l'information n'ont aucun intérêt à faire de fausses déclarations étant donné qu'elles peuvent être utilisées à des fins très diverses », Chapel est conscient du caractère superficiel des progrès réalisés. Il se demande « si la réaction de l'industriel ne deviendra pas défavorable à la statistique à partir du moment où elle ne conditionnera plus son approvisionnement en matières premières ». Il estime donc « nécessaire d'entreprendre une propagande active auprès des chefs d'entreprise pour leur démontrer que la statistique n'est nullement inséparable de tel ou tel régime économique et qu'elle restera, en toute hypothèse, la condition indispensable d'une action raisonnée de l'Etat pour le maintien de l'équilibre économique et de la prospérité de notre industrie ». Les recoupements effectués après la libération montreront en effet que ces statistiques sont fausses, mais en attendant la justification ne suscite aucune réaction. Les tensions au sujet de la statistique industrielle entre le SNS et le ministère sont encore peu apparentes⁵¹.

Le dernier texte relatif au changement d'échelle est rédigé au moment de la libération, lorsque la survie du SNS est rendue incertaine par l'absence de Carmille et par les vives tensions intérieures opposant les militaires et les statisticiens. Le texte est celui de Michel Huber, figure consensuelle de l'institution de statistique, directeur de l'ISUP, un des rares à avoir tenté de négocier la fusion et qui n'a pas épargné son soutien à l'école d'application du SNS, connaissant Morice son directeur dont il a conseillé la nomination. Il justifie pleinement le changement d'échelle de l'Occupation en rappelant pas contraste l'incapacité de la SGF d'avant guerre à répondre aux besoins de statistiques et en montrant qu'il n'est pas incompatible avec la rigueur scientifique. Selon Huber, les travaux de la SGF et ceux des collaborateurs de Carmille sont complémentaires puisqu'un « registre si bien tenu qu'il soit ne dispense pas de faire des inventaires périodiques pour reprendre contact avec les faits » et éviter « de graves mécomptes »⁵². Sa communication montre aussi l'impossibilité d'un retour en arrière. Il fait le lien entre l'éthique du laboratoire qu'il défend et celle du service moderne de statistique répondant aux besoins d'un Etat impliqué dans l'encadrement de l'activité économique et sociale.

Deux chroniques nécrologiques attisent les discussions sur le bien fondé du changement d'échelle et l'avenir du service de statistique publique. Elles participent à la défense de l'œuvre de Carmille, volontairement pour Gaston Marie, mis à la retraite dès la Libération⁵³, et indirectement pour Malinvaud en 1984⁵⁴, et contribuent à créer une mémoire commune. La nécrologie de René Carmille offre l'occasion à Marie de rappeler l'ampleur de ses ambitions

⁵⁰ *Id.*, p. 19.

⁵¹ Béatrice Touchelay, « Les Comités d'Organisation, des freins ... », *op. cit.*

⁵² Michel Huber, « Principales lacunes et insuffisances des statistiques françaises », *JSSP*, mars-avril 1944, n° 3-4, p. 219-231, p. 220.

⁵³ Gaston Marie, « Nécrologie de René Carmille », *JSSP*, juillet - août 1945, n° 7-8, p. 145 - 148, p. 148.

⁵⁴ Edmond Malinvaud, « Eugène Morice et l'ENSAE », *JSSP*, quatrième trimestre 1984, n° 4, p. 232-237. Discours prononcé devant la Société de statistique de Paris le 15 février 1984 après le décès d'Eugène Morice.

et d'insister sur leur caractère scientifique pour le service qu'il créé⁵⁵. La haute considération dans laquelle Carmille tient la statistique et ses spécialistes qu'il présente aux jeunes polytechniciens le conduit à envisager d'instaurer un corps unifié de statisticiens en suivant le modèle des grands Corps de l'Etat⁵⁶. Marie précise aussi les souhaits de Carmille qui n'ont pas aboutis et qui restent présentés comme un pari pour l'avenir. Celui d'une coordination des services statistiques par exemple, puisqu'il déplore que les départements ministériels continuent à travailler « en s'ignorant » et le « ministre des Finances qui est en même temps ministre de l'Economie nationale ne parvient pas à coordonner toutes les comptabilités et toutes les statistiques entre elles »⁵⁷. Les citations de discours comme celui qu'il adresse au nouveau corps des statisticiens à la première promotion des polytechniciens qui entrent à l'Ecole d'application en octobre 1942 visent à répondre aux critiques considérant que le SNS est un service d'exécution et que la mission du statisticien est sacrifiée à la mécanographie et à l'enregistrement de données administratives. Carmille affirme bien que le nouveau corps sera en « relation directe avec les hommes d'Etat, le haut personnel administratif et le monde des savants ». Ses « fonctionnaires » devront être « à la fois d'une probité intellectuelle éprouvée et d'un courage civique inébranlable » parce que leur profession est « l'une de celles dans lesquelles il est le plus nécessaire qu'ils pensent d'abord à leur métier et ne songent que subsidiairement à leur carrière ». Comparable aux grands Corps de l'Etat, ce corps s'en distingue sur un point parce qu'il doit réunir une grande variété « de compétences et de spécialisations » parmi lesquelles se distingueront « les statisticiens, les médecins, les mécanographes » ou encore « un certain nombre d'économistes à compétence générale ». Ces citations et la références à l'école d'application soulignent l'ampleur du projet scientifique de Carmille que les statisticiens de l'ancienne SGF peinent à reconnaître, ne voyant souvent que ses projets de codifications⁵⁸.

La nécrologie d'Eugène Morice confirme la qualité scientifique de l'ambition de Carmille. Selon Malinvaud, Morice « excelle dans son enseignement », il est lié aux milieux précurseurs de l'économétrie est « tout désigné » pour diriger l'Ecole du SNS⁵⁹. L'école sert effectivement la vocation d'étude du SNS et le réseau des chercheurs en consolidant l'initiative de François Divisia, proche de Carmille dès avant la guerre, qui relie pour la première fois les enseignements de statistiques et les services de l'administration en créant un comité d'économétrie au CNRS en mai 1940 puis en animant un laboratoire d'économie industrielle et statistique au CNAM à partir de septembre 1941⁶⁰. Divisia cherche à installer

⁵⁵ Gaston Marie, « Nécrologie de René Carmille », *art. cit.*. Citation du discours de René Carmille aux polytechniciens de la promotion de 1941 à l'ouverture de la première année de cours de l'école d'application en octobre 1942, p. 148.

⁵⁶ *Ibid.* Extrait du discours de Carmille: « Ce que vous ne savez pas c'est qu'il existe une science statistique qui fait à la fois partie de la mathématique appliquée et des sciences économiques et sociales. Elle participe ainsi à des disciplines très distinctes qui rendent ses travaux complexes et délicats. Le statisticien doit être un bon mathématicien, doit être apte à passer de la mathématique appliquée sans perdre contact avec la mathématique et doit avoir des connaissances étendues en matière économique et sociale pour pouvoir connaître de façon exacte la valeur des faits qui doivent servir ultérieurement de base à ses travaux scientifiques », p. 148.

⁵⁷ *Id.*, p. 146.

⁵⁸ *Id.* Citation de la lettre du 16 août 1944 adressée par Carmille au ministre de la Guerre, août 1940: « Il faut que les diverses administrations publiques et privées aient à leur disposition des codes communs, et que l'emploi de ces codes communs soit rendu obligatoire, mais que le code se prête, dans chaque cas particulier, à l'usage par chaque entreprise ou administration, à des interpolations qui ne viennent pas détruire la généralité du code et laissent la possibilité de reclasser automatiquement les résultats dans la généralité obligatoire. », p. 147.

⁵⁹ Edmond Malinvaud, « Eugène Morice et l'ENSAE », *op. cit.*

⁶⁰ Martine Bungener, Marie-Eve Joël, « L'essor de l'économétrie au CNRS », *Cahiers pour l'histoire du CNRS 1939-1981*, avril 1989, p. 45-78. Au début du conflit, François Divisia est attaché au service des ports et des transports et il oriente ses travaux vers l'économie de guerre. Juste avant la défaite en mai 1940, il créé un

un service d'études économiques assez important « pour éviter le morcellement des recherches entre les différents services ministériels »⁶¹.

L'unanimité que souhaite provoquer la chronique nécrologique n'épuise pas les débats dont se fait écho la Société de statistique. Elle est prise à partie dans une polémique opposant Henri Bunle et Pierre Lescure, professeur à la Faculté de droit de Paris. Bunle plaide en faveur du développement de l'enseignement de l'économie à l'université afin d'améliorer la formation des spécialistes. Il réclame la création de Facultés de sciences économiques qui réserveraient une grande part aux statistiques et seraient indépendantes des enseignements juridiques⁶². Lescure défend la double formation juridique et économique en arguant en particulier que les statistiques ont une place de plus en plus grande dans les Facultés de droit⁶³. Loin d'être une « querelle byzantine sans intérêt réel », comme l'écrit Pierre Lescure dans le *JSSP*, cette polémique fera long feu puisque les enseignements économiques demeurent intégrés aux facultés juridiques jusqu'aux années 1960⁶⁴. Le *JSSP* n'en dit pas davantage.

La discussion de l'héritage passe par celle des fichiers et c'est Alfred Sauvy qui ouvre les débats dans une communication de 1946, au moment de la création de l'INSEE. Sauvy dénonce les fichiers et l'importance des ressources financières et humaines qu'il faut mobiliser pour les entretenir⁶⁵. Il résume les travaux du SNS pendant la guerre par une formule lapidaire « tous en fiche »⁶⁶. Pour l'ancien statisticien de la SGF qui obtient son détachement à la Libération, l'utilisation des machines mécanographiques, la création des fichiers et l'introduction de la méthode des sondages constituent une « régression technique », et non pas un progrès pour la statistique, entraînant une « profonde baisse de rendement ». Cette présentation, basée sur une comparaison coûts/avantages est violemment dénoncée par Divisia qui n'en n'est visiblement pas à sa première altercation avec son auteur. Divisia commence par contester la validité de la définition du progrès technique retenue qui ne tient pas compte des objectifs poursuivis. Il juge ensuite singulièrement imprudent d'évoquer une régression technique au sujet de la mécanographie alors que cette technique est en plein développement.

comité d'économétrie au CNRS qui tient sa première réunion en mai. Le compte rendu de cette première réunion n'est pas imprimé avant 1941. Ce comité établit un lien entre plusieurs centres de recherches qui participent à l'élaboration du programme de travail de l'équipe de Divisia. En particulier : le laboratoire de statistiques de l'institut Henri Poincaré de Georges Darmois ; L'institut de statistique présidé par Michel Huber ; Le service d'études du ministère des Finances animé par Henri Bunle ; La SGF, dirigée par Léopold Dugé-de-Bernonville ; Le service d'études de la Banque de France, animé par Jacques Rueff ; L'Institut de recherches économiques et sociales de Charles Rist. Eugène Morice participe aux discussions préalables à la création du cours d'économétrie.

⁶¹ *Id.*, p. 56.

⁶² Raymond Rivet, « La statistique en Angleterre depuis la guerre », *JSSP*, mars-avril 1945, p. 68-76, p.74. Bunle intervient au côté d'Huber lors de la discussion qui suit la communication de l'auteur. Ils sont tous deux favorables à la collaboration étroite entre l'école du SNS et les universités.

⁶³ Henri Bunle, « Interventions concernant l'enseignement de la statistique en France », *JSSP*, mars-avril 1945, p. 35-36; « Correspondance avec Pierre Lescure sur l'enseignement de la statistique dans les Facultés », *JSSP*, septembre-octobre 1945, n° 9-10, p. 237-238.

⁶⁴ Lucette Le Van-Lemesle, *Le juste ou le riche. L'enseignement de l'économie politique. 1815-1950*, Paris, CHEFF, 2004.

⁶⁵ Alfred Sauvy, « Progrès technique dans l'établissement des statistiques », *JSSP*, septembre-octobre 1946, n° 9-10, p. 196-203: « Dans aucune administration le développement des machines dites à statistiques n'a été suivi d'un développement corrélatif des statistiques », p. 196. La discussion suivant la conférence est essentiellement menée par Divisia, la réponse de Sauvy ne revient sur aucune des critiques de fonds, p. 204-206. L'opposition de Sauvy aux fichiers conduit à une polémique avec Closos dans les années 1950. Sauvy critique toujours les « dépenses considérables » nécessitées par les fichiers et les menaces potentielles qu'ils représentent pour les libertés individuelles

⁶⁶ *Ibid.*, p. 40.

Rappelant l'engagement de René Carmille dans la Résistance, il souligne aussi que Carmille compte parmi ceux qui sont parvenus à faire prendre la statistique au sérieux depuis l'exode et à diffuser un « esprit statistique », auquel l'intervention de Sauvy risque de nuire. Divisia précise en outre que l'introduction de la technique d'enregistrement continu des données et des fichiers au Service de la démographie puis au SNS s'accompagne non seulement d'un contrôle systématique des coûts (Carmille fait toute sa carrière avant la guerre comme contrôleur financier) et d'un contrôle minutieux de la fiabilité des données retenues. Ces techniques permettent aussi de dégager des économies substantielles puisqu'elles s'appuient sur des statistiques administratives pour répondre au besoin croissant d'informations. Divisia souligne enfin la très grande prudence de Carmille à l'égard des nouvelles pratiques des sondages, ce que Sauvy ne met pas en relief. Au bout du compte, Divisia juge l'exposé de Sauvy « purement artificiel » et « surtout critique ». Il lui reproche de condamner sans appel l'œuvre de Carmille, sans l'avoir comprise et alors qu'elle est essentielle pour les nouvelles missions de la statistique publique. La conclusion est un couperet : « malgré les apparences M. Sauvy ignore bien des choses de l'organisation de la statistique française dont il a cru devoir nous entretenir ».

Les diatribes de Sauvy ne font pas non plus l'unanimité parmi les anciens de la SGF. Une communication de Gabriel Chevy montre cependant que les débats sont apaisés en présentant les fichiers industriels en 1948. Ces fichiers résultent de l'initiative de Carmille qui cherche à constituer un fichier général des établissements industriels et commerciaux à partir de mars 1942⁶⁷. Contrairement au service de la Production Industrielle, le SNS s'oriente vers des statistiques par secteurs. Les directions régionales sont chargées d'établir une fiche d'identification pour chaque établissement. L'opération n'aboutit pas, mais elle est reprise par l'INSEE. La direction générale teste les résultats obtenus. La validité du fichier des établissements industriels et commerciaux est mise à l'épreuve à la fin de l'année 1946. Des sondages sont effectués dans quelques grandes villes. Les résultats sont très inégaux selon les directions régionales. Globalement ils sont catastrophiques puisqu'ils indiquent que 25% des établissements ont échappé au recensement⁶⁸. Le fichier est alors épuré des établissements dont on ne retrouve pas la trace, puis de ceux d'une seule personne. Après cette sélection, l'inventaire ne contient plus que 800 000 établissements au lieu des 1,5 millions de 1944. Les progrès techniques, la stabilisation des effectifs comme le fort besoin de données pour la connaissance de la production et des entreprises déclenchent les travaux. L'article de Chevy est descriptif et souligne l'importance de l'héritage et du travail à accomplir. Raymond Rivet renchérit en présentant les progrès de la statistique en France depuis vingt ans à la Société de statistique de Paris, il réduit aussi fortement l'impact de la guerre⁶⁹.

Le débat n'est pas clos. On peut toutefois se demander pourquoi Alfred Sauvy en 1974 dans une conférence à Société réanime les vieux débats sur le SNS. La préparation d'un ouvrage sur l'Occupation qui le replonge dans ce contexte ? Le changement de directeur général à l'INSEE et la volonté de montrer qu'il intervient encore activement dans les questions statistiques ? Ce qui est certain c'est que sa communication suscite une réaction immédiate d'Henri Bunle, devant la même Société et qu'il n'est pas tranché. Les critiques de la SGF à l'encontre des travaux du Service de la démographie portant autant sur leur finalité que sur leur coût et présentées par Sauvy en 1946 sont renouvelées. Sauvy écrit que ses collègues et lui-même se sont toujours opposés aux fiches comme aux dépenses considérables nécessitées par les projets de Carmille. Il revient sur les conditions de la création du SNS en

⁶⁷ Gabriel Chevy, « Un nouvel instrument de travail statistique : le fichier des établissements industriels et commerciaux », *JSSP*, juillet - août 1948, n°7-8, p. 245-262.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Raymond Rivet, « Les progrès de la statistique en France depuis 20 ans », communication à la Société de statistique de Paris, 18 mai 1949, *JSSP*, 1949, n°11-12, p. 410-429.

précisant que la SGF en a été informée par le *Journal Officiel* et que cette nouvelle a été perçue comme une menace par « l'établissement artisanal que l'usine veut absorber »⁷⁰. Sauvy précise qu'une querelle est alors entamée avec Carmille⁷¹. Pourtant, il minimise les changements introduits par la fin de la guerre, qui selon lui « ne fut marquée à l'intérieur du SNS par aucun événement important », l'arrestation de Carmille pourtant... Son autonomie relative au sein de l'Institut de conjoncture explique peut être cette illusion ?⁷² Pour justifier sans doute un certain nombre de choix et parce qu'il était aux premières lignes, Bunle répond en revenant sur les négociations préalables à la création du SNS qui s'étaient déroulées à Vichy en 1941, à l'occasion de son centenaire en 1984, comme il l'avait fait déjà plus directement en 1975. Comme leurs modalités et les débats entourant ces négociations sont peu connus, il n'est pas possible de trancher. Ce flou autorise toutes les interprétations possibles et il va conduire à de vives polémiques dès la libération. Bunle présente parfois ses rencontres avec les représentants du gouvernement et du Service de Carmille à Vichy comme si elles s'étaient déroulées sans heurt. Il en est ainsi dans son discours devant la Société de statistique à l'occasion de son centenaire en 1984: « Je fus donc appelé à discuter avec Carmille. En août 1941, nous tombâmes d'accord pour la création d'un service nouveau à trois directions »⁷³. En 1975 en revanche, il souligne les tensions des négociations avec Carmille qui ont été interrompues entre la fin de 1940 et 1942, à la suite d'une altercation entre Huber et le représentant du ministère des Finances, Christian de Saint-Salvy. Ce dernier s'oppose à ce que la SGF conserve son autonomie à l'intérieur du nouveau Service⁷⁴. Si l'on en croit la seconde affirmation, la création du SNS a été préparée par le gouvernement et par René Carmille en l'absence de représentant de la direction générale de la SGF. Bunle est également plus nuancé dans son discours de centenaire en précisant que jusqu'à sa fin, Carmille a respecté l'autonomie de la SGF à laquelle il s'était engagé par contrat oral⁷⁵.

Sans trancher les débats les plus délicats sur l'organisation de la statistique publique, la Société de statistiques offre aux statisticiens l'occasion de les présenter et d'en préciser les enjeux. L'assiduité des principaux protagonistes du passage de la SGF à l'INSEE à ses conférences, Bunle, Huber et Sauvy, montre toute l'importance de cet espace de dialogue et de réflexion pour les praticiens du chiffre au moment où se définit leur éthique. La fréquence des articles du *JSSP* concernant cette organisation révèle l'étroite imbrication des spécialistes de la statistique publique et celle des milieux scientifiques, universitaires et fonctionnaires qui composent la Société. Elle participe ainsi à la formation puis à l'affirmation de l'INSEE et de sa double casquette d'institut d'études et d'organisme technique.

⁷⁰ Alfred Sauvy, « Statistique Générale et Service National ... », *art. cit.*, p. 40.

⁷¹ *Ibid.*, p. 40.

⁷² *Ib.*, p. 41.

⁷³ Henri Bunle, « Le centenaire d'Henri Bunle », *JSSP*, troisième trimestre 1984, n° 3, p.189. Allocution.

⁷⁴ Henri Bunle, « A propos de l'article de Sauvy: Statistique générale et Service National de Statistique de 1919 à 1944 », *JSSP*, troisième trimestre 1975, n° 3 : « C'est fin 1940, que Carmille fit adopter par Pétain son projet de Service démographique (...). Mes pourparlers avec lui datent de la même époque (...). Ils furent rompus après une première entrevue à Vichy, qui donna lieu à un violent accrochage entre Huber et M.de Saint-Salvy. Ils reprirent en 1942 à Lyon », p. 246 et 247, p. 245-248.

⁷⁵ Henri Bunle, « Le centenaire ... », *art. cit.*, p. 247.

Quelques articles complémentaires du *JSSP* éclairant l'histoire de la statistique publique française

Emile Borel, « La statistique et l'organisation de la présidence du Conseil des ministres », *JSSP*, janvier 1920, n°1, p. 9-13.

Yves Breton, « Les économistes libéraux français et la statistique. Débats et controverses 1800-1914 », *JSSP*, 1987, tome 128, n°2, p. 80-99.

Jacques Desabie, « Dix ans d'expérience française d'enquête permanente sur les conditions de vie et dépenses des ménages », *JSSP*, n°4, quatrième trimestre 1976, p. 282-295.

Raymond Dumas, « Le statisticien cet artiste, ou quelques définitions du mot statistique », *JSSP*, avril-mai-juin 1955, n° 4-5-6, p. 87-95.

Alfred de Foville, « La statistique et ses ennemis », *JSSP*, 1889, tome 130, n°1, p. 42-47.

Valéry Giscard-d'Estaing, « Mon expérience de la statistique et des statistiques au ministère des Finances », *JSSP*, avril-mai-juin 1967, n°4-5-6, p.88-103.

Claude Gruson, « L'estimation des revenus dans les comptes nationaux », *JSSP*, octobre-novembre-décembre 1963, n°10-11-12.

Michel Huber, « Le service d'observation des prix », *JSSP*, 1, 1926, volume 67, n°12, p.411-426 et 2, 1927, volume 68, n°1, p.10-25.

Michel Lévy, « Les indices de prix: juges ou accusés ? », *JSSP*, janvier-février-mars 1965, n°1-2-3, p.43-53; « De certaines faiblesses du système statistique français », *JSSP*, 1978, n°2, p. 87-97.

Raymond Lévy-Bruhl, « Les sondages d'opinion et l'échec des prévisions électorales de Gallup en 1948 », *JSSP*, janvier-février-mars 1951, n°1-2-3, p.63-70; « Enquêtes récentes par sondage sur l'emploi », *JSSP*, avril-juin 1951, p. 108-121.

Edmond Malinvaud, « Le service public de la statistique en occident: le point actuel », *JSSP*, 1988, n°4, p. 227-235.

Lucien March, « Etudes statistiques du mouvement général des affaires », *JSSP*, 1923, n° 7-8-9, p. 251-281; « Différences et corrélation en statistique », *JSSP*, 1928, n°2, p. 38-63; « Essai sur un mode d'exposer les principaux éléments de la théorie statistique », *JSSP*, décembre 1910, p.447-486.

Jean-Michel Rempp, Gérard Théodore, « Préoccupations actuelles en matière d'organisation de la collecte d'informations numériques », *JSSP*, 1^{er} trimestre 1974, n°1, p. 19-52.

Raymond Rivet, « La statistique en Angleterre depuis la guerre », *JSSP*, mars-avril 1945, p.68-76.

Gérard Théodore, « Similitudes et différences dans la méthodologie des recensements de population dans les pays industrialisés et les pays en voie de développement », *JSSP*, 1986, tome 127, n°2, p. 111-123 ; « L'information statistique agricole en France: gageure, acte de foi ou affaire de gouvernement ? », *JSSP*, janvier-mars 1967.

Pierre Thionet, « L'école moderne des statisticiens italiens », *JSSP*, décembre 1945, n°11-12, p.245-255.

Claude Thélot, « La statistique, science de la mesure », *JSSP*, second trimestre 1986, n°127-2, p. 67-85.

Compléments biographiques

Extraits de : B. Touchelay, « L'INSEE des origines à 1961 : évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale », doctorat en histoire sous la direction d'Albert Broder, Université de Paris 12, 1993.

Gabriel Chevy (1907-1970)

X-1926, Gabriel Chevy entre à la SGF en 1929, détaché au ministère des Colonies il travaille au bureau de statistique de l'Indochine jusqu'à la guerre. En captivité durant tout le conflit, Chevy rejoint l'INSEE en 1946. Promu inspecteur général, il dirige la section des inventaires économiques chargée d'organiser le fichier des entreprises et des établissements. Chevy contribue à l'élaboration des notions d'entreprise et d'établissement, ainsi qu'à leur codification et à la coordination des statistiques administratives. Il est nommé à la tête de la direction de l'exploitation, qui coordonne les travaux des directions régionales et gère les équipements mécanographiques, en 1949 et occupe ce poste jusqu'en 1962. Chargé du cours de pratiques statistiques à l'école de l'INSEE entre 1953 et 1963, il conserve des liens avec les milieux de la recherche statistique (Institut international de statistique en particulier), et rédige un manuel (*Pratique des enquêtes statistiques*) publié en 1962 qui constitue une référence en la matière. Promu chef de l'inspection générale et de la direction des travaux régionaux, de la coopération et des économies étrangère à l'arrivée de Claude Gruson, il occupe cette fonction jusqu'à son décès en 1970.

Parallèlement à sa carrière administrative, Gabriel Chevy participe à de nombreux comités ou commissions. Il est secrétaire général du comité de coordination des enquêtes statistiques de 1951 à 1968; médiateur désigné par le gouvernement pour le règlement des conflits du travail entre 1955 et 1959. Il est aussi membre de la commission de la main-d'œuvre du Plan et président de la sous-commission équilibre de l'emploi de 1953 à 1963; successivement président ou vice-président de la commission nationale pour l'étude des problèmes statistiques intéressant la santé publique entre 1959 et 1964; membre de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse de 1960 à 1962.

Entre 1966 et 1968, Chevy organise puis assure le secrétariat général du centre interministériel d'enregistrement et de révision des formulaires administratifs (le CERFA).

Francis Louis Closon (1910-1998)

Faculté de droit et de lettres d'Aix-en-Provence (licence ès-lettres), puis de Paris où Closon soutient une thèse dirigée par Pierre Lescure sur la politique financière du président Roosevelt. Rédacteur au ministère des Finances en 1932, il est fortement encouragé par son directeur de thèse et par André Philip à postuler à une bourse de la Fondation Rockefeller pour partir en séjour d'études aux Etats-Unis. Il obtient cette bourse en 1938 et se rend à Washington. Mobilisé quelques mois après son arrivée, Closon dirige les services financiers d'achats français aux Etats-Unis en 1939. Il rejoint Londres où il devient directeur par intérim des Finances de la France combattante en 1941, puis directeur au commissariat à l'Intérieur du Comité français de la libération nationale (CFLN) en 1942. Entre 1943 et 1944, Closon fait plusieurs missions en France comme délégué du CFLN en territoire occupé. Nommé commissaire de la République dans le Nord-Pas-de-Calais à la libération, Closon reste à Lille entre août 1944 et mars 1946 jusqu'à ce qu'il soit chargé de diriger le nouvel Institut national de la statistique. Il va alors s'imposer à 36 ans dans une collectivité hétérogène et sur la défensive. Titulaire du plus long mandat de directeur de l'INSEE, Closon est remplacé par Claude Gruson en septembre 1961. Il est alors PDG de la société Information et Publicité (filiale de l'Agence Havas) et conserve cette fonction jusqu'à sa retraite en 1976. Après sa retraite, il préside et s'occupe activement de l'association Echanges et consultations techniques internationaux.

Quelques ouvrages:

La Région, cadre d'un gouvernement moderne (1947); *Un homme nouveau: l'ingénieur économiste* (1961); en collaboration avec Jean Filippi, *L'Economie et les Finances* (1968); *Le temps des passions* (1974); *Commissaire de la République du Général de Gaulle* (1980).

Edmond Malinvaud (1923)

X-1942, titulaire d'une licence en droit, Malinvaud choisit l'école d'application de l'INSEE dont il sort en 1948. Affecté à la direction de la statistique générale, il contribue à l'élaboration du nouvel indice des prix. Il obtient une bourse de la Fondation Rockefeller en 1950 et il est envoyé comme chercheur à la *Cowles Foundation for Research in Economics* à Chicago en 1951. De retour à l'INSEE un an plus tard, Malinvaud devient chef de section des comptes nationaux. Il multiplie ses activités de recherche et d'enseignement: enseignant à l'école d'application, co-rédacteur en chef d'*Econométrica*, directeur d'études cumulant à l'Ecole pratique des hautes études depuis 1957, directeur du Centre des programmes économiques avec Charles Prou l'année suivante. Il retourne aux Etats-Unis comme professeur à l'Université de Berkeley en Californie en 1961 et en 1967.

En 1962, Malinvaud est nommé directeur-adjoint de l'ENSAE, puis directeur jusqu'en 1966. Promu inspecteur général de l'INSEE, il est conseiller scientifique auprès du directeur général jusqu'en 1971. Il est alors détaché au ministère de l'Economie et des Finances comme directeur de la prévision jusqu'à sa nomination à la direction générale de l'INSEE en 1974, poste qu'il conserve jusqu'en 1987. Après son départ de l'INSEE, Malinvaud devient professeur titulaire de la chaire d'analyse économique au Collège de France.

Membre actif de nombreuses associations savantes: président de la Société internationale d'économétrie en 1963; professeur associé à la Faculté de droit de Paris de 1969 à 1971; vice-président de la Société de statistique de Paris de 1971 à 1973 et président en 1974. A partir de cette date et jusqu'en 1977, Malinvaud préside l'Association internationale de sciences économiques, puis l'Institut internationale de statistique de 1979 à 1981. Il est à nouveau vice-président puis président de l'Association française de sciences économiques entre 1984 et 1987.

Malinvaud est aussi membre du conseil général de la Banque de France (1972-1988), administrateur de la BNP (1973-1981), administrateur du Groupe des assurances nationales de (1981-1989), et de l'Institut national de communication audio-visuelle (1983-1986).

Quelques ouvrages:

Initiation à la comptabilité nationale (1957, 1961, 1964); *Méthodes statistiques de l'économétrie* (1964, 1969, 1978, 1981), *Leçons de théorie micro-économique* (1969, 1971, 1975, 1982); En collaboration avec Paul Dubois et Jean-Jacques Carré, *La croissance française. Un essai d'analyse causale de l'après-guerre* (1972); *Réexamen de la théorie du chômage* (1980); *Théorie macroéconomique* (1981); *Essais sur la théorie du chômage* (1983); *Voies de la recherche macroéconomique* (1991).